

« NOUS SOMMES GOUVERNÉS PAR DES IDIOTS » : POURQUOI L'ALLEMAGNE PENCHE DE PLUS EN PLUS À DROITE

Réduire les coûts de l'énergie, réactiver les centrales nucléaires, diminuer les impôts, renforcer les frontières, accélérer l'expulsion des immigrés clandestins, mettre en place une police efficace, augmenter les allocations familiales, réduire l'idéologie du genre et mener une politique étrangère qui représente les intérêts de l'Allemagne : voilà quelques-unes des propositions du parti allemand AfD (Alternative für Deutschland), soigneusement expliquées dans une brochure qui a été distribuée lors de la conférence du parti dans le Land de Thuringe, dans le petit village de Pfiffelbach.

Les propositions ne sont pas révolutionnaires : elles reflètent le programme d'un parti conservateur moyen, et non celui d'un groupe extrémiste. Pourtant, l'AfD a été qualifiée d'"extrémiste de droite" par les services de renseignement intérieur de deux États allemands, la Thuringe et la Saxe-Anhalt, parce que ses valeurs sont jugées *"incompatibles avec la dignité humaine, la démocratie et l'État de droit"*. Les autres partis du Bundestag cherchent des moyens de stopper la montée du parti, un membre de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de centre-droit ayant même proposé d'interdire purement et simplement l'AfD.

"La stratégie de stigmatisation de l'AfD est en cours depuis la création du parti en 2013, mais elle ne lui a pas vraiment porté préjudice. Les chiffres du parti sont plus élevés que jamais, il faut donc se demander si les mesures prises contre l'AfD sont efficaces", explique Hermann Binkert, fondateur et directeur de l'institut de sondage INSA, au journal *European Conservative*.

Les restrictions de circulation et le déploiement des vaccins pendant la campagne COVID, l'aggravation de la crise migratoire, la guerre en Ukraine, les sanctions contre la Russie et la crise du coût de la vie ont tous contribué à la montée de l'AfD dans les sondages nationaux, faisant d'elle le deuxième parti le plus puissant d'Allemagne. Le parti a réalisé d'importants gains lors des récentes élections régionales et

prévoit d'envoyer des ondes de choc dans tout le pays lorsqu'il se présentera aux élections dans trois États de l'Est, le Brandebourg, la Saxe et la Thuringe, l'année prochaine. Si l'on en croit les sondages d'opinion et si l'AfD conserve son soutien, elle remportera ces trois élections en obtenant un tiers de l'ensemble des voix.

Pendant ce temps, les trois partis qui forment la coalition à Berlin – les sociaux-démocrates, les Verts et le parti libéral FDP – perdent du terrain. Ensemble, ils ont obtenu 52 % des voix au niveau national lors des élections fédérales d'il y a deux ans ; aujourd'hui, ils ne recueillent plus que 35 % des voix.

“Ce qu'ils font là-haut à Berlin conduira l'Allemagne à l'échec sur tous les plans. Les Américains nous obligent à nous séparer de la Russie et nous privent d'importations d'énergie bon marché. Nous sommes gouvernés par des idiots, mais les habitants de l'ouest de l'Allemagne ne se sont pas encore réveillés. Ici, les gens ont encore un peu de bon sens”, confie un cinquantenaire à Zoltán Kottász, journaliste pour The European Conservative, basé à Bruxelles.

“La criminalité et l'immigration sont des questions que l'AfD prend au sérieux. Ils sont populaires parce qu'ils comprennent les inquiétudes des gens. La CDU et les partis de gauche n'ont rien compris, tout a empiré. Cela conduit à la détresse et au désenchantement à l'égard des partis traditionnels”, explique un autre homme.

L'AfD a été créée il y a dix ans dans le but d'être un parti qui s'oppose fermement au sauvetage des États membres de la zone euro de l'Europe du Sud. Il a tout de suite fait parler de lui lors des élections européennes de 2014, en obtenant 7 % des voix. Le parti n'a cessé de se renforcer, entrant dans tous les parlements des États fédérés ainsi qu'au Bundestag, passant d'une force eurosceptique axée sur l'économie à un parti national-conservateur de droite. L'AfD a bénéficié d'un soutien encore plus important après l'éclatement de la crise migratoire européenne il y a huit ans et, avec Die Linke (gauche dure), elle a pu non seulement concurrencer, mais aussi dépasser les partis traditionnels dans les États de l'Est. La Thuringe est actuellement gouvernée par Bodo Ramelow, de Die Linke, et malgré la crise au sein du parti, celui-

ci est toujours en passe d'obtenir un cinquième des voix lors des élections régionales de l'année prochaine.

“Bien que les [anciens] Allemands de l'Est soient généralement heureux de s'être réunifiés avec l'Ouest, ils ont des attitudes différentes. Ils sont moins attachés aux grands partis de l'Ouest. Ils sont plus critiques à l'égard des sanctions contre la Russie et de l'envoi d'armes en Ukraine, ainsi qu'à l'égard de l'agenda vert. Selon les sondages, l'AfD est le parti le plus détesté au niveau national. À l'est, ce sont les Verts”, explique Hermann Binkert.

En effet, l'AfD rejette la politique de l'Energiewende – la transition forcée des combustibles fossiles et des réacteurs nucléaires vers l'énergie verte -, soulignant son désir de pouvoir choisir librement ses sources d'énergie et promettant de réparer les gazoducs Nord Stream, qui relie l'Allemagne à la Russie, s'il arrive au pouvoir. Les dirigeants du parti estiment que, outre la question des migrations, leur opposition au programme climatique joue également un rôle dans leur soudaine ascension.

“Les politiques du gouvernement de Berlin sont déraisonnables. Ils prévoient d'interdire les nouveaux chauffages fossiles. La charge fiscale est déjà élevée et avec des politiques économiques comme celle-ci, les gens commencent à se rendre compte qu'ils ont moins d'argent à dépenser. Nous sommes le seul parti qui rejette de telles politiques”, a déclaré Stefan Möller, coprésident de la section thuringienne de l'AfD, lors de la conférence du parti.

Bien que le parti soit de plus en plus fort dans les sondages, les partis traditionnels sont toujours réticents à coopérer avec l'AfD, qu'ils considèrent comme étant à l'extrême droite de l'échiquier politique. Cependant, c'est principalement ici, à l'est, en Thuringe, que les politiciens locaux de centre-droit de la CDU estiment que le “Brandmauer” – le mur coupe-feu – qui les sépare de l'AfD devrait être démoli. Michael Heym, membre de la CDU au parlement du Land de Thuringe, a récemment déclaré que si l'AfD obtenait un tiers des sièges au parlement du Land, elle serait en mesure de bloquer tous les votes importants, pour lesquels une majorité des deux tiers est requise, ce qui aurait pour effet de mettre fin au fonctionnement du parlement.

“Le cordon sanitaire devrait être aboli, car il s’agit tout simplement d’une mauvaise politique. Pourquoi ne voudriez-vous pas parler à une personne élue démocratiquement, qui représente plus de trente pour cent des électeurs et qui est prête à travailler pour son pays ? Si les gens sont constructifs, alors parlons et travaillons ensemble”, déclare Hans Pistner. Il est le chef régional de la WerteUnion (Union des valeurs), une association allemande qui se considère comme l’aile conservatrice de l’alliance d’opposition de centre-droit CDU/CSU.

M. Pistner explique que, bien qu’il ait souhaité que Friedrich Merz devienne le chef du parti et qu’il ait espéré une évolution vers des valeurs plus traditionnelles et conservatrices après les “mauvaises décisions” de son prédécesseur et de l’ancienne chancelière Angela Merkel, la CDU n’a pas changé. La direction a même tenté d’évincer le chef de la WerteUnion, Hans-Georg Maassen, du parti pour ses déclarations sur l’immigration. *“Merz veut nous supprimer, c’est pourquoi nous envisageons d’organiser un nouveau parti”*, explique Hans Pistner.

Mais, comme nous l’a dit René Aust, un membre haut placé de l’AfD en Thuringe qui brigue un siège au Parlement européen lors des élections européennes de l’année prochaine, *“le pare-feu a déjà quelques trous, et après les élections régionales de l’année prochaine, il se pourrait bien que le mur s’effrite et tombe”*. Il faisait référence au fait qu’au niveau des Länder, la CDU et le FDP ont voté avec l’AfD pour interdire l’utilisation de l’écriture inclusive et pour réduire les impôts. *“Vous ne pouvez pas simplement dire : Vous êtes membre de l’AfD, donc ce que vous dites est absurde”*, a récemment déclaré Uwe Schlammer, un politicien local de Die Linke dans la petite ville de Sonneberg, à la chaîne publique MDR à propos de la coopération avec l’AfD au niveau communal.

“Nous ne sommes pas seulement un parti, mais nous sommes les représentants d’un mouvement d’opposition émergent”, déclare Stefan Möller, rappelant que l’AfD recueille 34 % des voix en Thuringe, contre 22 % pour la CDU, deuxième, et 20 % pour Die Linke. Hermann Binkert estime qu’étant donné que la CDU tolère le gouvernement régional composé de Die Linke, des sociaux-démocrates et des Verts,

l'AfD bénéficie du fait qu'elle est le seul véritable parti d'opposition au gouvernement.

L'immigration, l'inflation et la crise du coût de la vie sont également à l'origine du soutien dont bénéficie le parti, en particulier dans les États de l'Est. *“Qu'ils aient de vraies solutions ou non, ils parlent des problèmes – l'immigration, l'Ukraine, le COVID – dont tout le monde parle, il n'est donc pas étonnant qu'ils se renforcent”*, déclare une jeune femme dans la ville de Suhl, où beaucoup de gens en ont assez de la surpopulation du centre local pour les demandeurs d'asile.

Hermann Binkert souligne que la politique de Berlin a toujours un impact sur les résultats des élections au niveau des Länder. Cette fois-ci, ce sont les Osis, les Allemands de l'Est, qui auront leur mot à dire. Ils sont visiblement agacés et espèrent avoir leur propre impact sur la politique allemande.

[Source Breizh-info](#)